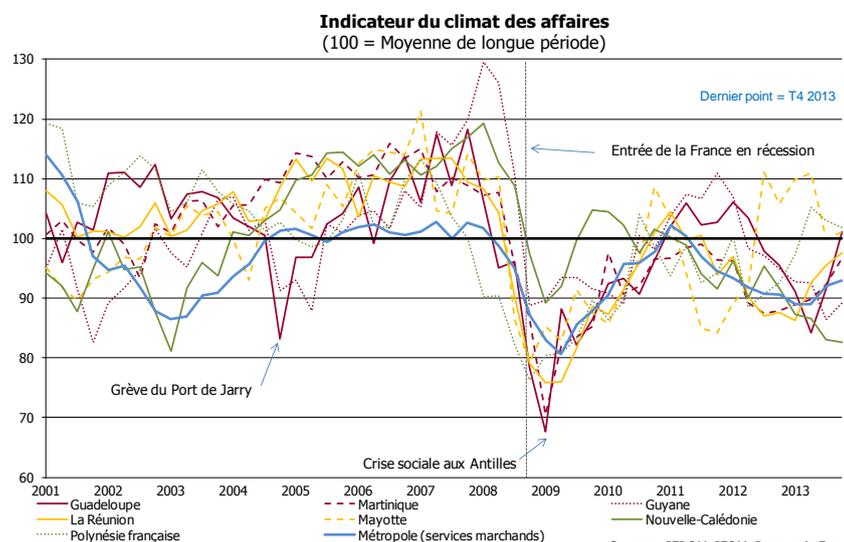


Conjoncture Outre-mer 4^e trimestre 2013

UNE REPRISE LANGUISSANTE

Dans un contexte de renforcement de la croissance mondiale, la reprise dans l'Outre-mer français peine toujours à se renforcer, en dépit de signes encourageants. L'indicateur du climat des affaires (ICA) est bien orienté dans la plupart des géographies. Il reste cependant, dans la majorité des territoires, en deçà de sa moyenne de longue période, à l'exception de Mayotte, de la Polynésie française et de la Guadeloupe qui s'en approchent. L'ICA poursuit sensiblement son redressement en Guadeloupe et plus progressivement à la Martinique et à La Réunion alors qu'il recule, une nouvelle fois, à un niveau historiquement bas, en Nouvelle-Calédonie. La demande interne reste atone. Les intentions d'investir à un an des entreprises demeurent déprimées tandis que la consommation des ménages, bien que peu vigoureuse, résiste, dans un contexte de ralentissement de la hausse des prix. La situation de l'emploi montre quelques signes d'amélioration, notamment à la Martinique et à La Réunion, où le nombre de demandeurs d'emploi diminue légèrement par rapport au trimestre précédent.

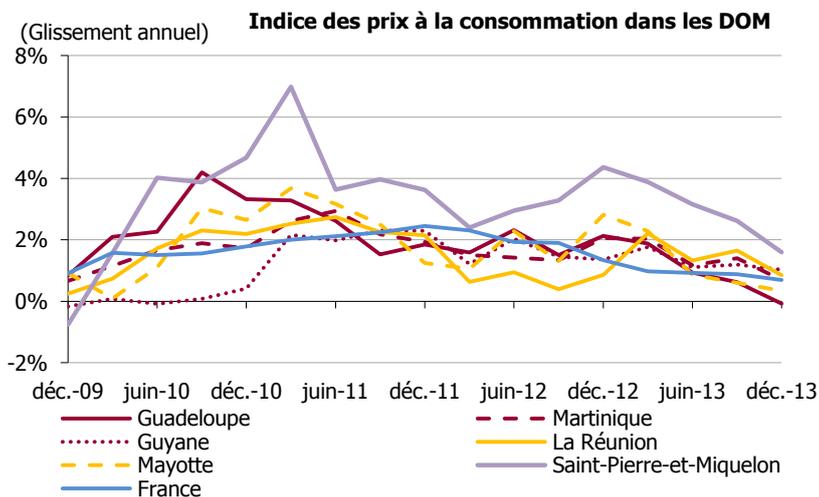
Au prochain trimestre les perspectives s'amélioreraient notamment à la Martinique et à la Guadeloupe et, dans une moindre mesure, en Guyane, à La Réunion et en Nouvelle-Calédonie. En revanche, elles seraient moins porteuses en Polynésie française et à Mayotte.



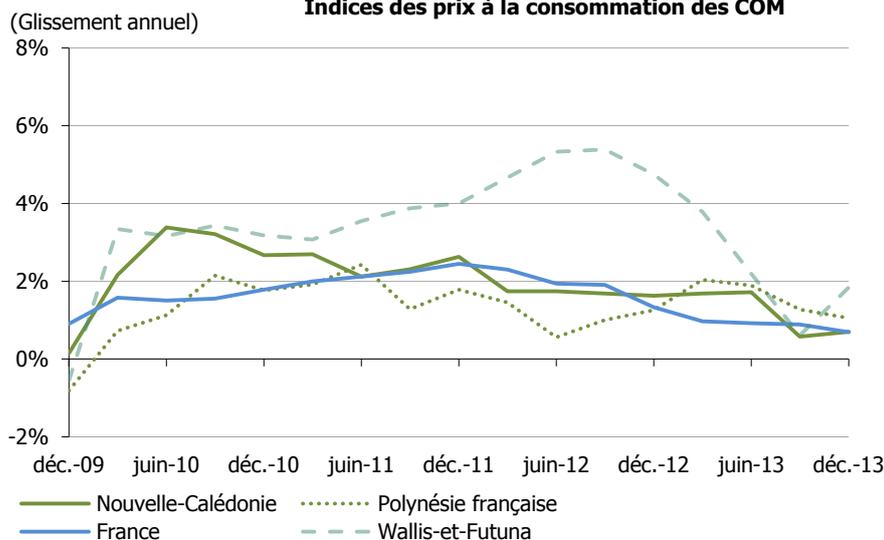
POURSUITE DU RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX

Dans l'Outre-mer français, la hausse des prix, qui s'était stabilisée au troisième trimestre, ralentit à nouveau à un niveau modéré. Pour l'ensemble des DCOM, elle s'élève en glissement annuel à +0,6 % après +1,2 % au trimestre précédent rejoignant ainsi le niveau national qui suit la même tendance. Ce mouvement est dû à la nette décélération de la hausse des prix dans les DOM (+0,6 % après +1,3 %) tandis qu'elle se stabilise dans les COM à +0,9 %.

Dans les DOM, le ralentissement des prix se poursuit pour le quatrième trimestre consécutif à la Guadeloupe (-0,1 %) et à Mayotte (+0,3 %), tandis qu'il reprend après une légère accélération au trimestre précédent, en Guyane (+1,0 % après +1,2 %), à La Réunion (+0,8 % après +1,6 %) et à la Martinique (+0,7 % après +1,4 %).



Indices des prix à la consommation des COM



Dans les COM du Pacifique, la hausse des prix se stabilise. Les situations sont toutefois contrastées selon les géographies. Si la hausse des prix se maintient à un niveau faible en Nouvelle-Calédonie (+0,7 %), elle continue de ralentir en Polynésie française (+1,1 % après +1,3 %) tandis qu'elle connaît une poussée à Wallis-et-Futuna (+1,8 % après +0,6 %). La hausse des tarifs des services (+6,2 %) et, dans une moindre mesure, celle des produits manufacturés (+3,1 %) expliquent en majeure partie l'évolution des prix dans l'archipel wallisien. À l'inverse, les prix de l'alimentation et de l'énergie reculent respectivement de 1,1 % et 1,4 % sur l'année. Le gel des prix d'un panier de onze produits de grande consommation, via un accord entre l'État et les professionnels de la distribution, a permis une nette décélération de la hausse des prix dans ce territoire qui est ainsi passée d'un pic de +5,4 % au troisième trimestre 2012 à moins de 2 % au second semestre de 2013.

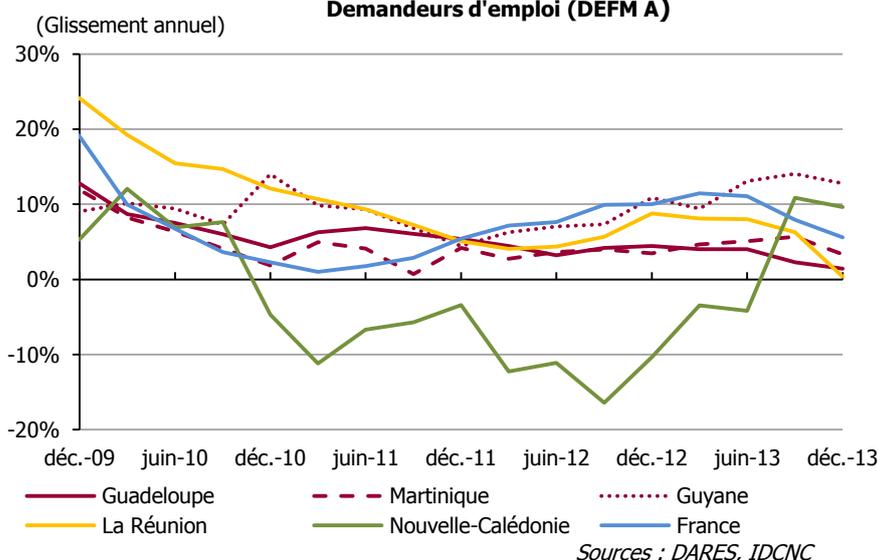
SIGNAUX POSITIFS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La situation sur le marché du travail montre quelques signes d'amélioration par rapport au trimestre précédent dans les DOM, mais continue de se dégrader sur un an.

Dans les DOM, le nombre de demandeurs d'emploi recule légèrement (-0,6 %) pour la première fois depuis le quatrième trimestre 2007. Cette évolution favorable est le fait du retournement à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi à la Martinique (-0,8 %) et à La Réunion (-1,5 %) tandis qu'il reste mal orienté à la Guadeloupe (+0,3 %) et en Guyane (+3,7 %). En glissement annuel, la situation du marché du travail continue de se détériorer dans les DOM mais à un rythme nettement plus modéré qu'au trimestre précédent (+2,0 % après +5,8 %). Si le ralentissement de la demande d'emploi est à l'œuvre dans quatre départements, les rythmes de progression restent cependant très différenciés, s'échelonnant de +0,4 % à La Réunion, à +12,8 % en Guyane, en passant par +1,4 % à la Guadeloupe et +2,7 % à la Martinique.

Dans les COM du Pacifique, la situation sur le marché du travail continue de se dégrader, tant par rapport au trimestre précédent que sur un an, mais de manière moins soutenue. En Nouvelle-Calédonie, la progression du nombre de demandeurs d'emploi décélère (+1,9 %, après +8,9 %), alors que l'offre d'emploi se redresse (+21,0 % après -2,9 %). Dans le même temps, en Polynésie française, l'indice de l'emploi salarié marchand se stabilise (-0,2 %). L'emploi croît dans l'industrie (+1,1 %), la construction (+0,6 %) et le secteur de l'hôtellerie (+0,4 %). En revanche, il est stable dans les autres services (-0,1 %) et en repli dans le secteur du commerce (-0,6 %). En glissement annuel, l'offre d'emploi se contracte en Nouvelle-Calédonie (-4,6 %), face à un nombre de demandeurs d'emploi croissant (+10,1 %). Cette dernière évolution est portée par la Province Sud, qui comptabilise les trois quarts des demandeurs d'emplois du territoire. Sur la même période, l'indice de l'emploi salarié recule de 1,0 % en Polynésie française. Les secteurs les plus touchés sont la construction (-2,6 %) et le commerce (-2,4 %). Au 30 juin 2013, l'emploi salarié total déclaré à Wallis-et-Futuna augmente de 4,5 % sur un an. Les secteurs public et privé enregistrent tous deux une progression en termes d'emploi, respectivement de 4,9 % et 3,9 %.

Demandeurs d'emploi (DEFM A)



LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : la reprise est fragile

L'ICA progresse significativement au quatrième trimestre, confirmant le redressement amorcé au trimestre précédent. Il s'améliore de 10,8 points par rapport au troisième trimestre et se situe à sa moyenne de longue période. Cette progression s'explique principalement par les anticipations positives des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir, en particulier en termes d'activité. L'orientation moins défavorable de la trésorerie en fin d'année y contribue également de manière importante.

Ce redressement du climat des affaires reste néanmoins insuffisant pour impacter sensiblement la demande intérieure. L'investissement des entreprises recule, pénalisé par l'absence de visibilité et de perspectives à moyen terme. La consommation des ménages ne progresse que faiblement.

Au quatrième trimestre, l'activité reste favorablement orientée à l'exception du secteur du bâtiment et des travaux publics dont le courant d'affaires s'inscrit en baisse. Selon les réponses des chefs d'entreprise, l'embellie pourrait se confirmer. Néanmoins, cet optimisme serait à nuancer, cette enquête ayant été réalisée début janvier avant la grève des gérants de stations-service.

Martinique : amélioration de l'indicateur du climat des affaires

Au quatrième trimestre, l'ICA est en hausse de 5,2 points, dans le sillage de l'amélioration observée depuis le quatrième trimestre 2012. A 95,7 points, il reste toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-4,3 points). Cette évolution favorable de l'ICA s'explique principalement par les anticipations positives des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir. Leur jugement sur le trimestre passé, notamment concernant l'activité, contribue également, mais dans une moindre mesure, à la progression de l'indicateur.

Bien que peu vigoureuse, la consommation des ménages résiste. Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise demeurent en retrait, mais dans une moindre mesure par rapport au précédent trimestre.

L'activité est globalement mieux orientée. Elle évolue favorablement dans le secteur des industries agroalimentaires, du tourisme et des services aux entreprises. En revanche, elle est peu dynamique dans le BTP et les autres industries et stable dans le commerce.

Guyane : légère amélioration du climat des affaires

L'ICA amorce une légère progression au quatrième trimestre (+1 point). Se situant à 88,2 points, il demeure cependant bien en deçà de sa moyenne de longue période (-11,8 points). Cette amélioration s'explique principalement par l'augmentation de l'activité passée et prévue, et par une évolution positive des effectifs au cours du trimestre sous revue. En revanche, la trésorerie et les prévisions d'investissement impactent l'ICA à la baisse.

Après cinq trimestres consécutifs de repli, les intentions d'investir des chefs d'entreprise à un an sont de nouveau orientées à la baisse. La consommation des ménages se raffermi légèrement.

Les chefs d'entreprise font état d'une dégradation pour les secteurs du commerce, de l'industrie, des services marchands et de la construction. En revanche, une meilleure orientation du secteur primaire et du tourisme est anticipée.

Malgré ce contexte incertain, les perspectives d'activité pour le premier trimestre 2014 affichent une moindre dégradation.

La Réunion : le regain de confiance se confirme

L'ICA poursuit sa hausse pour le troisième trimestre consécutif (+2,3 points). Proche de sa moyenne de longue période, il s'établit désormais à 96,2 points. L'opinion des chefs d'entreprise sur le trimestre passé explique l'essentiel de l'amélioration de l'ICA (+1,5 point). La composante future contribue également à la progression de l'indicateur (+0,8 point). Les entrepreneurs anticipent en effet une meilleure orientation de leurs effectifs et de leurs délais de paiement.

La dépense des ménages reste mitigée dans un contexte de légère hausse des prix, tandis que l'investissement montre de timides signes de redressement.

L'activité globale devrait rester stable au trimestre prochain, selon les entrepreneurs interrogés. Reflet d'une évolution contrastée, le courant d'affaires se détériore dans l'ensemble des secteurs sauf dans le BTP.

Mayotte : stabilisation du climat des affaires malgré des incertitudes persistantes

Après avoir fortement diminué au trimestre précédent, l'ICA augmente très légèrement (+0,9 point) au quatrième trimestre et se stabilise autour de sa moyenne de longue période. Les réalisations du quatrième trimestre ont pesé favorablement sur leur opinion. En revanche, les incertitudes liées à la mise en place de la fiscalité de droit commun et à l'accession au statut européen de Région ultrapériphérique (RUP) continuent d'orienter défavorablement leurs opinions futures. Ainsi, les entreprises adoptent un comportement prudent et maintiennent des anticipations défavorables pour le premier trimestre 2014. Toutefois, malgré les incertitudes, l'accès aux fonds européens au 1^{er} janvier 2014 est porteur d'espoir et cette perspective engage certaines entreprises à investir pour s'y préparer. Ainsi, mis à part dans le secteur du commerce, les prévisions d'investissement rebondissent. Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse, qui est néanmoins atténuée par les sorties du fichier de Pôle emploi qui s'expliquent presque essentiellement par les défauts d'actualisation des inscriptions.

Les chefs d'entreprise font globalement état d'une activité stable et bien orientée. Le commerce poursuit son amélioration malgré un volume d'affaires toujours faible. Après une forte augmentation au troisième trimestre, le courant d'affaire du secteur des services marchands enregistre une diminution sensible. En raison des incertitudes existantes, les chefs d'entreprise se montrent pessimistes quant à l'évolution de leur activité au cours des premiers mois de 2014.

Saint-Pierre-et-Miquelon : une activité en légère amélioration

L'activité économique de l'archipel, qui s'était inscrite en baisse au trimestre précédent, affiche certains signes de reprise au quatrième trimestre. En effet, malgré une consommation des ménages de nouveau en repli, l'investissement des entreprises repart à la hausse, marqué notamment par la croissance des crédits d'investissements. L'indice des prix à la consommation se stabilise et connaît un rythme d'évolution comparable à celui du trimestre précédent, lié principalement à des prix de l'énergie contenus et à une légère hausse des prix des produits manufacturés. Le marché de l'emploi termine l'année sur une note positive, avec une nouvelle baisse du nombre de demandeurs d'emploi et une croissance des offres d'emploi.

Sur le plan sectoriel, le constat est également contrasté, avec une orientation favorable du secteur de la pêche mais une activité touristique en retrait.

Nouvelle-Calédonie : la confiance se maintient à un bas niveau

Le quatrième trimestre est marqué par une nouvelle détérioration de l'activité économique. L'ICA se replie à un rythme moins soutenu que les trimestres précédents (-0,4 point), mais demeure bien en deçà de sa moyenne de longue période (-18,2 points). Cette situation s'explique essentiellement par l'appréciation défavorable portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé. Toutefois, les anticipations moins négatives sur le trimestre à venir, atténuent la baisse de l'ICA.

L'investissement des entreprises est pénalisé par un climat d'attentisme, à l'approche de la période électorale. La consommation des ménages demeure timorée.

L'activité économique se contracte dans la plupart des secteurs. Le secteur de la mine et de la métallurgie est particulièrement touché ce trimestre, par l'arrêt de l'usine du Sud et un cours du nickel très pénalisant pour les comptes d'exploitation des opérateurs. L'activité du tourisme de séjour ressort en repli, malgré le début de la haute saison alors que le tourisme de croisière poursuit son essor. L'activité du secteur du BTP reste dégradée, dans l'attente d'une reprise des appels d'offre dans la construction de logements.

Polynésie française : la reprise se fait toujours attendre

L'ICA se replie à nouveau très légèrement au quatrième trimestre (-1 point), mais demeure à un niveau proche de sa moyenne de longue période. Cette évolution s'explique par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé, en particulier concernant l'allongement des délais de paiement en fin d'année, qui a pesé sur la trésorerie. Des prévisions d'activité revues à la baisse affectent également l'indicateur.

La consommation et l'investissement des ménages progressent sur le trimestre. Parallèlement, on observe des signaux positifs sur l'investissement des entreprises même si les intentions des dirigeants d'investir à un an restent défavorables, sans toutefois atteindre les niveaux très bas de ces dernières années.

L'activité se maintient dans la plupart des secteurs au quatrième trimestre. Seuls les secteurs primaire et du commerce voient leur courant d'affaires se dégrader. Aucune reprise d'activité n'est envisagée au prochain trimestre, hormis dans le secteur du tourisme.

Wallis-et-Futuna : ralentissement de l'activité économique

Le dernier trimestre de l'année 2013 présente les signes d'un fléchissement général de l'activité économique sur le Territoire. Lors de notre enquête conjoncturelle « à dire d'experts », certains chefs d'entreprise se sont inquiétés de leurs résultats de fin d'année, plus faibles qu'à la même période les années précédentes. D'autres ne voient dans ce ralentissement que les signes d'un « retour à la normale ». En effet, la tenue des Mini-Jeux à Wallis-et-Futuna en septembre dernier avait contribué, non seulement au troisième trimestre, mais également tout au long de l'année 2013, à dynamiser l'activité économique. Le secteur du BTP, qui joue un rôle moteur sur l'économie du Territoire, avait été particulièrement mobilisé. Au quatrième trimestre, quelques chantiers dans le domaine public mais aussi dans le secteur privé ont permis de maintenir une activité, toutefois sensiblement réduite. Les professionnels du BTP font part de leur inquiétude face à la fin des gros chantiers et à la forte baisse du montant des marchés publics notifiés. Le secteur de l'habitat aux particuliers, actuellement atone, gagnerait à être dynamisé pour stimuler l'activité locale. L'absence de visibilité pourrait par ailleurs expliquer le ralentissement observé de l'investissement des entreprises au cours des derniers mois.

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE TOUJOURS FRAGILE

La croissance mondiale se renforce au cours du deuxième semestre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) révisant à la hausse sa projection sur l'année à 3 %. Le rebond des exportations est le principal moteur de la reprise dans les pays émergents alors que, dans les économies avancées, l'accélération de la croissance est due essentiellement à l'augmentation des stocks. Cependant, en dépit de ce début d'éclaircie, la situation de l'économie mondiale n'est pas exempte de fragilités ni de risques, en raison notamment de la sous-utilisation des capacités de production dans les pays avancés et de la faiblesse de la demande intérieure dans les pays émergents. La croissance mondiale devrait s'accroître légèrement en 2014 et atteindre 3,7 % selon le FMI.

Selon une première estimation, l'économie américaine croîtrait de 0,8 % au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2013, la croissance atteint 1,9 %, soit un rythme plus faible qu'en 2012 (+2,8 %). L'activité est tirée principalement par la consommation des ménages, qui contribue pour 2,3 points à la croissance et, dans une moindre mesure, par le commerce extérieur, grâce à une hausse plus rapide des exportations que celle des importations. Sur la même période, le PIB américain ralentit du fait du recul des dépenses fédérales (-12,6 %).

Au quatrième trimestre, le PIB de la zone euro croît de 0,3 % (après +0,1 % au trimestre précédent). Il s'agit du meilleur chiffre depuis le deuxième trimestre 2011. Sur l'ensemble de l'année, le PIB se contracte néanmoins de 0,4 %. La reprise modérée en fin d'année s'appuie en grande partie sur les exportations, notamment allemandes, tandis que la consommation privée est atone. Le FMI table sur une croissance moyenne de 1 % pour la zone euro en 2014.

Stable au troisième trimestre, le PIB de la France progresse de 0,3 % au quatrième trimestre, la croissance s'inscrivant à 0,3 % en 2013. Le PIB retrouve ainsi son niveau d'avant la crise de 2008. Cette hausse est imputable notamment à la consommation des ménages, au commerce extérieur et aux investissements qui rebondissent après sept trimestres consécutifs de baisse (+0,6 % après -0,3 %).

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement atteindrait 4,7 % en 2013. La croissance chinoise rebondit au second semestre grâce à l'accélération de l'investissement. Parallèlement, elle suit le même mouvement en Inde, en raison notamment d'une plus forte progression des exportations. Toutefois, les retraits de capitaux et la volatilité des changes pourraient s'accroître dans certains pays émergents en 2014.

Les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales du G20, réunis à Sydney les 22 et 23 février, ont convenu de « développer des politiques ambitieuses mais réalistes » dans un but d'accroissement collectif de la croissance et ce, afin d'accroître la sortie de crise. Les banques centrales « maintiennent leur engagement que les décisions de politique monétaire continueront à être soigneusement calibrées et clairement communiquées, dans le cadre de l'échange continu d'informations et en étant conscients de leurs impacts sur l'économie mondiale. »

Sources: FMI, INSEE, Eurostat, U.S. Department of Commerce, G20

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 11 avril 2014 – Dépôt légal : avril 2014 – ISSN 1952-9619